

1

- 645 / 1 - 91 / 92 (S.E.)

- 645 / 1 - 91 / 92 (B.Z.)

---

**Chambre des Représentants  
de Belgique**

---

---

**Belgische Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

---

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (\*)

2 SEPTEMBRE 1992

---

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (\*)

2 SEPTEMBER 1992

---

**NOTE DE POLITIQUE GENERALE  
du Commerce extérieur et  
des Affaires européennes pour  
l'année budgétaire 1993 (\*\*)**

---

**BELEIDSNOTA  
van Buitenlandse Handel en  
Europese Zaken voor  
het begrotingsjaar 1993 (\*\*)**

---

---

(\*) Première session de la 48<sup>e</sup> législature.

(\*\*) Conformément à l'article 79, n° 1, du Règlement de la Chambre des Représentants, le ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes a transmis la note de politique générale de son département.

---

(\*) Eerste zitting van de 48<sup>e</sup> zittingsperiode.

(\*\*) Overeenkomstig artikel 79, n° 1, van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de minister van Buitenlandse Handel en van Europese Zaken de beleidsnota van zijn departement overgezonden.

**Note de politique générale.**

1. Les objectifs et la politique du commerce extérieur et des affaires européennes se situent dans les domaines de compétence suivants :
  - a) les relations économiques et commerciales avec l'étranger et la défense des intérêts économiques belges à l'étranger;
  - b) la tutelle administrative sur l'Office belge du Commerce extérieur, organisme parastatal exerçant son activité de promotion des exportations dans le cadre de la politique du Ministre du Commerce Extérieur;
  - c) la coordination des matières relevant de la transposition des directives européennes en droit belge (notamment pour ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur communautaire) et de la mise en oeuvre des accords de Schengen et de l'espace économique européen, de même que les actions d'information et de sensibilisation à la construction européenne et notamment au grand marché interne.
  
2. En matière de commerce extérieur, l'objectif primordial est la défense et la promotion des intérêts économiques du pays à l'étranger.

3. Cette mission s'exerce en plusieurs domaines dont un premier concerne les relations officielles avec l'étranger.

3.1. Il s'agit, d'abord, de sauvegarder les intérêts du pays dans les différentes enceintes multilatérales à vocation économique : l'O.C.D.E., le GATT, l'UNCTAD, les accords et groupes d'études de matières premières.

Cette tâche est exercée par l'Administration du Commerce Extérieur. Elle agit en coordination permanente avec les autres Départements compétents, nationaux ou régionaux, et en concertation étroite avec le secteur privé.

Compte tenu du caractère particulièrement exportateur de notre pays, les positions exprimées se basent sur la liberté des échanges et la nécessité d'une organisation concertée du commerce international, prenant en considération la sauvegarde de l'environnement et le développement des pays du tiers monde.

3.2. La politique commerciale, sous ces aspects tant autonome que conventionnel, étant une compétence exclusive de la Communauté économique européenne, une des missions - et pas la moindre - du commerce extérieur est de représenter la Belgique dans les instances communautaires créées à cette fin et notamment dans le comité dit "113" (par référence à l'article correspondant du Traité de Rome).

3.3. Dans le domaine des relations bilatérales avec les pays tiers, le commerce extérieur poursuit une politique de présence active, par la création :

- d'un réseau étendu d'accords de protection des investissements,
- d'un ensemble d'accords de coopération économique et industrielle avec les pays où ce type d'accords présente une évidente utilité.

La Belgique - ou, plus exactement, l'UEBL, puisque ces accords sont conclus au nom de l'Union - est liée par une trentaine d'accords de protection des investissements. Des négociations en vue de la conclusion d'autres accords auront lieu en 1993.

Les accords de coopération économique et industrielle visent à mettre en présence, aux cours de réunions en principe annuelles de Commissions mixtes, les opérateurs économiques belgo-luxembourgeois, d'une part, du pays tiers concerné, d'autre part.

L'utilité de ces accords est incontestable dès qu'il s'agit d'un pays tiers à économie centralisée ou autrement directement contrôlée par les pouvoirs publics.

Une vingtaine d'accords de cette nature ont été conclus. En exécution de ces accords, des réunions en Commission mixte doivent normalement avoir lieu, en 1993, notamment avec l'Algérie, la Chine, la Tunisie et le Vietnam.

4. La promotion des intérêts économiques s'étend au domaine de l'aide financière à l'exportation de biens d'équipement, essentiellement vers les pays en développement.

4.1. Trois instruments concourent à la promotion de ce qu'il est convenu d'appeler "la grande exportation" :

- l'Office national du Ducroire, organisme parastatal sous la tutelle administrative du Ministre des Affaires Economiques et sous la tutelle financière du Ministre des Finances,
- le mécanisme des prêts à des Etats étrangers, crédit inscrit au budget du Ministère des Finances,
- et le système des bonifications d'intérêts, appliquées aux crédits à moyen et long terme d'exportation de biens d'équipements.

Si le commerce extérieur est étroitement lié à la politique de l'Office National du Ducroire, étant représenté au conseil d'administration, de même qu'au processus de décision et d'utilisation des prêts d'Etat (les propositions d'affectations de prêts d'Etat sont introduites au Conseil des Ministres sous la double signature du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce Extérieur), c'est toutefois le domaine des bonifications d'intérêt qui relève en tout premier lieu de sa compétence.

4.2. Les bonifications d'intérêt (système connu sous le nom de "Copromex" : "Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement belges") font l'objet de l'allocation de base 31.01 avec une inscription budgétaire de

- 1.565 Mio F en crédit d'engagement 1993,
- 1.600 Mio F en crédit d'ordonnancement.

L'octroi d'une aide financière à l'exportation, sous la forme notamment de bonifications d'intérêt, est strictement réglementé sur le plan international, plus particulièrement par un arrangement conclu en 1977 au sein de l'OCDE ("arrangement international sur les crédits à l'exportation").

La raison essentielle du maintien du système de type Copromex se trouve dans le fait que tous les pays industrialisés ont recours à semblable instrument d'encadrement de la grande exportation, lequel permet d'intervenir dans le coût du financement

- soit dans le cadre et dans le respect de l'arrangement international sur les lignes directrices en matière de crédits garantis à l'exportation (interventions classiques),
- soit dans le but d'offrir un financement "soft", comportant un élément-don de 35 ou 50 %, selon le cas.

Confronté à une concurrence acharnée et coûteuse dans le domaine des conditions de financement, la politique du commerce extérieur visera à appuyer, voire initier, les tentatives de réduire, dans un cadre multilatéral, le recours au financement subsidié.

Cette politique n'a pas été sans résultats puisque dans le domaine des crédits mixtes, des restrictions très nettes ont déjà été introduites en 1992 :

- plus de crédits mixtes aux pays dont le PNB par tête d'habitant atteint ou dépasse 2.465 \$ (1990) : Mexique, Vénézuéla, Chypre, Seychelles, Gabon;...;
- plus de crédits mixtes pour des projets commercialement viables; dès l'instant où un assureur-crédit signifie sa volonté d'accepter un financement purement commercial, les autres partenaires à l'arrangement O.C.D.E. s'engagent à ne pas le contrarier par l'offre d'un crédit mixte.

Le commerce extérieur poursuivra les efforts sur cette voie en 1993, mais tient, de toute évidence, à maintenir les moyens d'un "matching" des conditions de la concurrence, condition indispensable en vue du positionnement de nos entreprises sur les marchés d'exportation.

5. Un rôle important tient également à l'encadrement et au support des actions de promotion à l'exportation des entreprises et des fédérations.

Dans le cadre des dispositions de la loi spéciale de réforme des institutions du 8 août 1988, cette mission est exercée, pour ce qui concerne le pouvoir national, par l'Office belge du Commerce extérieur.

Un subside de fonctionnement de l'Office est inscrit au budget.

5.1. L'action de l'OBCE concerne, en premier lieu, la récolte, le traitement et la diffusion efficace de l'information concernant les marchés tiers, les réglementations, les possibilités d'affaires, les adjudications et les projets financés par des institutions internationales.

Un investissement en informatique, par le recours aux tranches bureautiques, a été fait dans le but d'améliorer l'infrastructure.

Les actions ponctuelles de promotion se concrétisent par l'organisation de missions économiques, multisectorielles ou thématiques, de participations collectives aux foires et expositions, de journées de contact, de semaines belges ou de séminaires techniques et par l'invitation de personnalités de haut rang et d'hommes d'affaires en Belgique.

L'Office maintient la concertation et la coordination avec les autres initiateurs d'actions de promotion d'entreprises à l'étranger : les instances régionales, les fédérations professionnelles, les Chambres de commerce...

5.2. Le plan global d'action de l'OBCE pour 1993 se caractérise par une sélectivité géographique accentuée.

Trois zones géographiques et une vingtaine de marchés reçoivent l'essentiel de l'attention :

- a) La Communauté européenne et l'AELE. Il s'agit d'une zone essentielle pour nos exportations, puisqu'elles s'y concentrent à concurrence de 81 %.

A l'intérieur de cette zone, il s'agira surtout d'actions en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne, en Autriche et en Suisse.

- b) La région du Golfe, avec l'accent sur l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis.
- c) L'extrême-Orient, avec essentiellement le Japon et l'Indonésie.

5.3. La politique de prospection, tout comme la politique commerciale, exigeant une vue à plus long terme, il est évident que d'autres marchés, porteurs à terme, feront également l'objet d'actions ponctuelles.

Pour n'en citer que quelques-uns :

- Les marchés de la C.E.I. et des pays d'Europe centrale, tout en connaissant à ce moment et globalement une croissance négative percevable, doivent, à un moment donné, devenir un débouché naturel. Il n'est pas normal qu'ils n'absorbent que 1,4 % de nos exportations. Des initiatives seront donc prises en 1993 en direction de la Russie, de l'Ukraine, du Kazakhstan, de la Slovénie et des trois pays de Viciégrad. En outre, les actions d'assistance intitulées "PHARE Bilatéral" reprendront en 1993 vers les PECO sur base d'un crédit provisionnel inscrit au budget du Ministère des Finances et qui sera notamment utilisé par le Département du Commerce extérieur et des Affaires européennes pour des actions de formation de managers et de collaboration entre euro-info-centres.
- L'Iran, où nous avons déjà enregistré une hausse des exportations de 20 % en 1991, la Chine (+ 22 % en 1991), Taïwan, l'Afrique du Sud, le Canada et l'Argentine sont autant de marchés que nous ne pourrions pas négliger.

6. Il s'agira également de poursuivre l'encouragement financier aux actions axées sur l'exportation menées par les fédérations professionnelles, les chambres de commerce et les Belgian business clubs à l'étranger.

7. Sous l'aspect "affaires européennes" la mission à accomplir est double.

Il s'impose, tout d'abord, de continuer l'oeuvre d'information sur la construction européenne auprès du grand public, des élèves de l'enseignement secondaire et supérieur, des PME et du monde des affaires en général.

Cette action de sensibilisation s'avère d'autant plus justifiée à l'approche de la période, second semestre de 1993, où la Belgique exercera la présidence du Conseil des Communautés européennes.

L'objectif est ici, par des supports appropriés, d'amener le citoyen belge à mieux connaître les institutions et politiques européennes et, dès lors, à se comporter vis-à-vis d'elles en usager actif, ce qui vaut bien entendu aussi pour les entreprises.

Il importe, en outre, de contribuer directement à la réalisation de l'ordre juridique européen et, notamment, du grand marché intérieur en accélérant les procédures de transposition des directives européennes en droit interne belge. Cette mise en concordance avec la réglementation européenne ne peut que faciliter l'accès des entreprises belges aux marchés des autres Etats membres, de loin leur principal débouché.

Ce véritable "travail de rattrapage", entrepris avec vigueur depuis avril 1992, sera poursuivi sans relâche.

De même, la réalisation rapide de l'espace économique européen ne pourra que contribuer à ouvrir davantage pour nos exportateurs des marchés se trouvant littéralement à portée de main, comme par exemple la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Norvège et la Finlande.

Il conviendra, en outre, de valoriser la bonne insertion d'intervenants belges dans des réseaux européens, comme les euro-info-centres en favorisant l'établissement de relations directes - et dès lors de partenariats - profitables aux entreprises de part et d'autre, avec des relais extra-communautaires.

Enfin, la réalité européenne ne pourra être perçue avec suffisamment de conviction par le citoyen belge que moyennant l'entrée en vigueur des accords de Schengen, concrétisant la libre circulation des personnes, dossier relevant également de l'attention prioritaire et de la responsabilité de coordination du Ministre.

Algemene beleidsnota

1. De doelstellingen en het beleid van de Buitenlandse Handel en de Europese Zaken liggen op de volgende bevoegdheidsgebieden :
  - a) de economische en commerciële betrekkingen met het buitenland en het verdedigen van de Belgische economische belangen in het buitenland;
  - b) de bestuurlijke voogdij over de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, een parastatale instelling met als activiteit de bevordering van de export; de BDBH oefent die activiteit uit in het raam van het beleid van de Minister van Buitenlandse Handel;
  - c) de coördinatie van de materies die samenhangen met het omzetten van de Europese richtlijnen in Belgisch recht (met name wat de voltooiing van de communautaire interne markt betreft) en met het in werking laten treden van de Akkoorden van Schengen en het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte, alsmede de acties ter informatie over en ter bewustmaking van het Europese bouwwerk en, met name, de interne markt.
  
2. In zake de Buitenlandse Handel is het belangrijkste doel het verdedigen en bevorderen van de Belgische economische belangen in het buitenland.

3. Het vervullen van deze opdracht gebeurt op verschillende gebieden. Een eerste daarvan betreft de officiële betrekkingen met het buitenland.
- 3.1. In de eerste plaats komt het erop aan de belangen van België veilig te stellen in de verschillende multilaterale economische instellingen : OESO, GATT, UNCTAD, akkoorden en studiegroepen betreffende grondstoffen.

Deze taak wordt uitgevoerd door de Administratie van de Buitenlandse Handel. De Administratie handelt in permanente coördinatie met de andere bevoegde, nationale of gewestelijke, Departementen en in nauw overleg met de particuliere sector.

Aangezien ons land in hoge mate exportgericht is, zijn de standpunten die tot uiting gebracht worden, gebaseerd op de vrijheid van handelsverkeer en de noodzaak van een gezamenlijke organisatie van de internationale handel, waarbij rekening wordt gehouden met de bescherming van het leefmilieu en de ontwikkeling van de derde-wereldlanden.

- 3.2. Daar het handelsbeleid zowel wat het autonome aspect als wat het op overeenkomsten berustende aspect ervan betreft uitsluitend tot de bevoegdheid van de Europese Economische Gemeenschap behoort, bestaat een van de opdrachten - en zeker niet de geringste - van de Buitenlandse Handel erin, België te vertegenwoordigen in de daartoe opgerichte communautaire instellingen, met name in het zogenaamde Comité 113 (met verwijzing naar het overeenkomstige artikel van het Verdrag van Rome).
- 3.3. Op het gebied van de bilaterale betrekkingen met derde landen voert de Buitenlandse Handel een beleid van actieve aanwezigheid, door het tot stand brengen van :
- een uitgebreid net van akkoorden ter bescherming van investeringen;
  - een geheel van akkoorden voor economische en industriële samenwerking met landen waar dergelijke akkoorden duidelijk nut hebben.

België - of juister de BLEU, aangezien die akkoorden namens de Unie gesloten zijn - is gebonden door een dertigtal akkoorden ter bescherming van investeringen. Er zullen in 1993 onderhandelingen plaatsvinden met het oog op het sluiten van andere akkoorden.

De akkoorden voor economische en industriële samenwerking hebben ten doel, de economische operators van België en Luxemburg enerzijds en die van het betrokken derde land anderzijds bij elkaar te brengen tijdens in principe jaarlijks plaatsvindende bijeenkomsten van Gemengde Commissies.

Het nut van die akkoorden is onbetwistbaar als het gaat om derde landen met een centraal geleide of anderszins rechtstreeks door de overheid gecontroleerde economie.

Er zijn een twintigtal dergelijke akkoorden gesloten. Ter uitvoering van die akkoorden moeten er in 1993 normaliter Gemengde-Commissiebijeenkomsten plaatsvinden met, met name, Algerije, China, Tunesië en Viëtnam.

4. Het bevorderen van de economische belangen omvat ook het gebied van de financiële hulp voor de export van uitrustingsgoederen, voornamelijk naar ontwikkelingslanden.
- 4.1. Drie instrumenten dragen bij tot de bevordering van wat men de "verre export" pleegt te noemen :
  - de Nationale Delcrederedienst, een parastatale instelling onder de bestuurlijke voogdij van de Minister van Economische Zaken en onder de financiële voogdij van de Minister van Financiën;
  - het mechanisme van leningen aan buitenlandse staten, een krediet dat ingeschreven is in de begroting van het Ministerie van Financiën;
  - het systeem van interestbonificaties, die toegepast worden op voor de export van uitrustingsgoederen bestemde kredieten op middellange en lange termijn.

./.

Hoewel de Buitenlandse Handel nauw betrokken is bij het beleid van de Nationale Delcrederedienst (doordat de Buitenlandse Handel vertegenwoordigd is in de raad van bestuur daarvan) alsook bij de beslissingen over en de aanwending van staatsleningen (de voorstellen met betrekking tot het toewijzen van staatsleningen worden bij de Ministerraad ingediend, ondertekend door zowel de Minister van Financiën als de Minister van Buitenlandse Handel), behoren in de allereerste plaats toch de interestbonificaties tot de bevoegdheid van de Buitenlandse Handel.

4.2. De interestbonificaties (een systeem dat bekend staat onder de naam "Copromex" : "Comité voor de promotie van de export van Belgische uitrustingsgoederen") maken het voorwerp uit van de basisbetoelaging 31.01, met een begrotingsinschrijving van

- 1.565 miljoen F aan vastleggingskredieten voor 1993,
- 1.600 miljoen F aan ordonnanceringskredieten.

De toekenning van financiële hulp voor de export, met name in de vorm van interestbonificaties, is strikt gereguleerd op internationaal vlak, meer bepaald door een in 1977 binnen de OESO afgesloten arrangement ("internationaal arrangement betreffende exportkredieten").

De hoofdreden voor het behouden van het Copromex-systeem is het feit dat alle industrielanden gebruik maken van een dergelijk instrument ter ondersteuning van de verre export, dat het mogelijk maakt een tegemoetkoming in de financieringskosten te geven,

- ofwel in het raam en met inachtneming van het internationale arrangement betreffende de richtlijnen in zake gegarandeerde exportkredieten (klassieke tegemoetkomingen),
- ofwel met het doel een "soft" financiering, die een gift-element van - al naargelang het geval - 35 of 50 % omvat, aan te bieden.

Daar de Buitenlandse Handel op het gebied van de financieringsvoorwaarden geconfronteerd wordt met een felle en geldverslindende concurrentie, zal het beleid van de Buitenlandse Handel gericht zijn op het ondersteunen en zelfs op gang brengen van pogingen om in een multilateraal kader de toepassing van gesubsidieerde financiering te verminderen.

Dit beleid is niet zonder resultaat gebleven, aangezien er in 1992 reeds zeer duidelijke beperkingen ingevoerd zijn op het gebied van de gemengde kredieten :

- geen gemengde kredieten meer voor landen waarvan het BNP per capita gelijk is aan of hoger is dan 2.465 \$ (1990) : Mexico, Venezuela, Cyprus, Seychellen, Gabon e.a.;
- geen gemengde kredieten meer voor projecten die commercieel levensvatbaar zijn; zodra een kredietverzekeraar te kennen geeft dat hij bereid is een zuiver commerciële financiering te accepteren, verplichten de andere partners bij het OESO-arrangement zich ertoe hem niet tegen te werken door een gemengd krediet aan te bieden.

De Buitenlandse Handel zal in 1993 de inspanningen op deze weg voortzetten, maar wil vanzelfsprekend ook de middelen voor het "matchen" van de condities van de concurrentie behouden - dit is een noodzakelijke voorwaarde met het oog op het positioneren van onze ondernemingen op de exportmarkten.

5. Een belangrijke rol betreft ook de ondersteuning van en hulp bij de acties ter bevordering van de export, die ondernomen worden door de bedrijven en federaties.

In het raam van de bepalingen van de bijzondere wet ter hervorming van de instellingen van 8 augustus 1988 wordt deze opdracht wat de nationale overheid betreft uitgevoerd door de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel.

Een subsidie voor de werking van de BDBH is ingeschreven in de begroting.

- 5.1. De bedrijvigheid van de BDBH betreft in de eerst plaats het verzamelen, verwerken en efficiënt verspreiden van informatie over derde markten, reglementeringen, mogelijkheden tot zaken doen, aanbestedingen en door internationale instellingen gefinancierde projecten.

Ten einde de infrastructuur te verbeteren is er geïnvesteerd in informatica, waarbij gebruik gemaakt is van de voor kantoorautomatisering bestemde schijven.

De specifiek gerichte acties ter bevordering van de export bestaan in het organiseren van multisectorale of thematische economische zendingen, collectieve stands op beurzen en tentoonstellingen, contactdagen, Belgische weken of technische seminaries, en het uitnodigen van zakenlieden en hooggeplaatste personen naar België.

De BDBH pleegt overleg met en coördineert de bedrijvigheid van de andere instellingen die acties ter promotie van de ondernemingen in het buitenland op touw zetten : de gewestelijke instanties, de beroepsfederaties, de Kamers van Koophandel, enz.

- 5.2. Het globale actieplan van de BDBH voor 1993 wordt gekenmerkt door een duidelijke geografische selectiviteit.

De aandacht gaat voornamelijk uit naar drie geografische gebieden en een twintigtal markten :

- a) De Europese Gemeenschap en de EVA. Dit gebied is voor onze export van essentieel belang, aangezien onze export voor 81 % juist op dat gebied gericht is.

Binnen dat gebied zal het vooral gaan om acties in Duitsland, Frankrijk, Nederland, het Verenigd Koninkrijk, Italië, Spanje, Oostenrijk en Zwitserland.

- b) Het Golf-gebied, met het accent op Saoedi-Arabië en de Verenigde Arabische Emiraten.
- c) Het Verre Oosten, met hoofdzakelijk Japan en Indonesië.

- 5.3. Daar het prospectiebeleid net zoals het handelsbeleid een visie op langere termijn vereist, spreekt het vanzelf dat andere markten, die op termijn goede vooruitzichten bieden, eveneens het voorwerp van specifiek gerichte acties zullen uitmaken.

./.

Enkele van die markten worden hieronder genoemd :

- De markten van het GOS en van de Middeneuropese landen zullen, hoewel ze momenteel globaal een duidelijke negatieve groei kennen, op een bepaald moment een natuurlijk afzetgebied worden. Het is niet normaal dat slechts 1,4 % van onze export naar die markten gaat. In 1993 zullen er dus initiatieven worden genomen ten aanzien van Rusland, Oekraïne, Kazachstan, Slovenië en de drie Visegrad-landen. Bovendien zullen de "Bilaterale PHARE" genoemde bijstandsacties ten opzichte van de Midden- en Oosteuropese landen in 1993 worden hervat op basis van een provisioneel krediet dat in de begroting van het Ministerie van Financiën ingeschreven is en dat door het Dēpartement Buitenlandse Handel en Europese Zaken met name gebruikt zal worden voor manageropleidingsacties en samenwerkingsacties tussen Euro Info Centres.
  - Iran, waar wij in 1991 reeds een stijging van de export met 20 % opgetekend hebben, China (+ 22 % in 1991), Taiwan, Zuid-Afrika, Canada en Argentinië zijn eveneens markten die wij niet mogen veronachtzamen.
6. Het zal er eveneens op aankomen financiële steun te blijven verlenen aan de op de export gerichte acties die verricht worden door de beroepsfederaties, de Kamers van Koophandel en de Belgian Business Clubs in het buitenland.
  7. Wat het aspect "Europese Zaken" betreft, moet een tweeledige opdracht worden vervuld.

In de eerste plaats is het noodzakelijk dat er wordt voortgegaan met het verschaffen van informatie over het Europese bouwwerk aan het grote publiek, de leerlingen van het middelbaar en hoger onderwijs, de KMO's en de zakenwereld in het algemeen.

./.

Deze bewustmakingsactie blijkt des te meer gerechtvaardigd te zijn nu de periode waarin België het voorzitterschap van de Raad der Europese Gemeenschappen zal uitoefenen, namelijk het tweede semester van 1993, dichterbij komt.

Het doel bestaat daarbij erin, de Belgische burgers door middel van gepaste mediamiddelen een beter inzicht in de Europese instellingen en het Europese beleid te geven en hen zodoende ertoe te brengen zich ten opzichte daarvan te gedragen als actieve gebruikers. Dit geldt uiteraard ook voor de ondernemingen.

Bovendien is het van belang rechtstreeks mee te werken aan de totstandbrenging van de Europese juridische orde en, met name, de Europese interne markt door de procedures voor de omzetting van de Europese richtlijnen in het nationale Belgische recht te versnellen. Door het Belgische recht in overeenstemming te brengen met de Europese regelgeving zal de toegang van de Belgische ondernemingen tot de markten van de andere Lid-Staten - verreweg hun belangrijkste afzetgebied - ongetwijfeld worden vergemakkelijkt.

Dit echte "inhaalwerk", dat sinds april 1992 krachtig aangepakt wordt, zal onafgebroken worden voortgezet.

Evenzo zal het snel tot stand brengen van de Europese Economische Ruimte er ongetwijfeld toe bijdragen dat markten die zich letterlijk binnen handbereik bevinden, zoals bij voorbeeld Zwitserland, Oostenrijk, Zweden, Noorwegen en Finland, nog meer open komen te staan voor onze exporteurs.

Daarenboven dient ervoor te worden gezorgd dat de goede integratie van Belgische interveniënten in Europese netwerken, zoals de Euro Info Centres, rendeert, door het bevorderen van het tot stand brengen van voor de ondernemingen over en weer voordeel opleverende, rechtstreekse betrekkingen - en bijgevolg partnerships - met op die netwerken aangesloten centra die buiten de Gemeenschap gelegen zijn.

Als laatste punt dient te worden onderstreept dat de Belgische burgers alleen dan voldoende ervan overtuigd zullen zijn dat Europa een realiteit is, als de Akkoorden van Schengen van kracht zijn, hetgeen concreet betekent : als het verkeer van personen vrij is. Ook deze aangelegenheid heeft prioritair de aandacht van de Minister, die immers verantwoordelijk is voor de coördinatie ervan.